

RAPPORT DE PROTECTION NOVEMBRE 2020
BOUCLE DU MOUHOUN



Comité de protection et point focal de la commune de Di/Province du Sourou

CONTEXTE/POINTS SAILLANTS

Au cours du mois de novembre 2020, le contexte sécuritaire de la région de la Boucle du Mouhoun est resté quelque peu précaire. En effet, la région a connu deux incidents majeurs (Gani et Kassoum) qui ont provoqué des déplacements de populations vers d'autres localités plus stables.

Dans la Kossi, le village de Gani a fait l'objet d'attaque par des hommes armés non identifiés qui a causé des pertes énormes en termes de destruction de champs et de pillage ayant affecté environ 200 habitants. A la suite de cet incident communautaire, des mouvements de population ont été observés vers les communes de Bomborokuy et de Djibasso. Ces populations nouvellement déplacées présentent d'énormes besoins d'assistance notamment dans les secteurs des abris /AME et de l'alimentation.

Au Sourou, les menaces et intimidations contre les populations des communes de Kiembara et de Kassoum par des HANI, le mois dernier (octobre 2020), continuent d'impacter négativement le secteur de l'éducation dans cette province. Ainsi sur l'axe Tougan – Kassoum, ce sont au total 12 écoles primaires et le Collège d'Enseignement Général (CEG) de Bassan qui ont été fermées après le départ du personnel enseignant. Les élèves touchés par ces fermetures d'écoles sont estimés au nombre de 2000 dont la majorité s'est déplacée dans la commune de Tougan, à la recherche de places dans les écoles publiques. Cette situation implique la nécessité pour les acteurs humanitaires d'accompagner ces élèves pour l'accès à l'éducation dans leur localité d'accueil.

Comparativement au mois d'octobre qui a enregistré 09 incidents de protection, le monitoring réalisé au cours de ce mois a permis de rapporter 05 incidents dont 03 survenus dans le Sourou et 02 dans la Kossi. Cette tendance à la baisse pourrait s'expliquer par un maillage sécuritaire conséquent du territoire pour le bon déroulement de la campagne électorale et des élections couplées du 22 novembre 2020. Dans la Kossi, l'engagement des communautés peulh et dogon à promouvoir la cohabitation pacifique à travers la signature d'une charte constituerait également un facteur d'apaisement dans cette localité. Il est aussi à noter la multiplication des patrouilles par les forces de défense et de sécurité (FDS) pour permettre aux populations des zones à risques de récolter leurs champs.

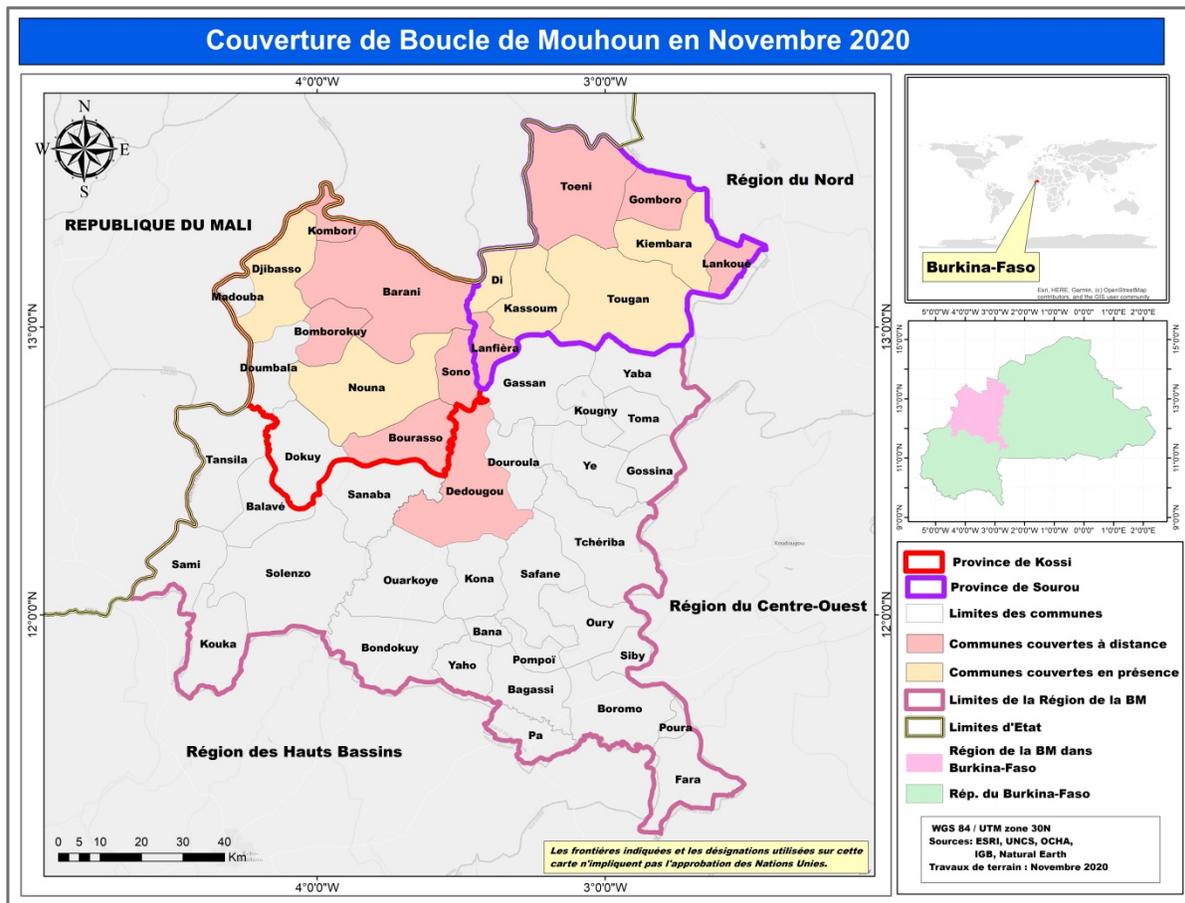
ZONES COUVERTE DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

Au cours du mois de novembre 2020, le monitoring a couvert les deux provinces d'intervention dans la région. Dans le Sourou, les activités ont été directement mises en œuvre par les équipes de terrain dans les zones accessibles. Il s'agit des communes de Tougan (Daka), de Di (Benkadi, Bouna, Débé, Di et Oué) de Kassoum, (Moara-Petit et Kassoum) et de Kiembara (Ouélé, Kiembara et Dio).

Quant à la Kossi, les équipes ont réalisé les activités de monitoring dans les communes de Nouna et de Djibasso.

Pour ce mois, la couverture des différentes zones a fait l'objet de 12 sorties de monitoring dont 7 dans le Sourou contre 5 effectuées dans la Kossi.

En raison des risques sécuritaires élevés dans les communes de Toéni et Gomboro pour le Sourou et celles de Barani, Kombori et Sono, le monitoring à distance s'est poursuivi dans ces zones inaccessibles avec le concours des points focaux.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS

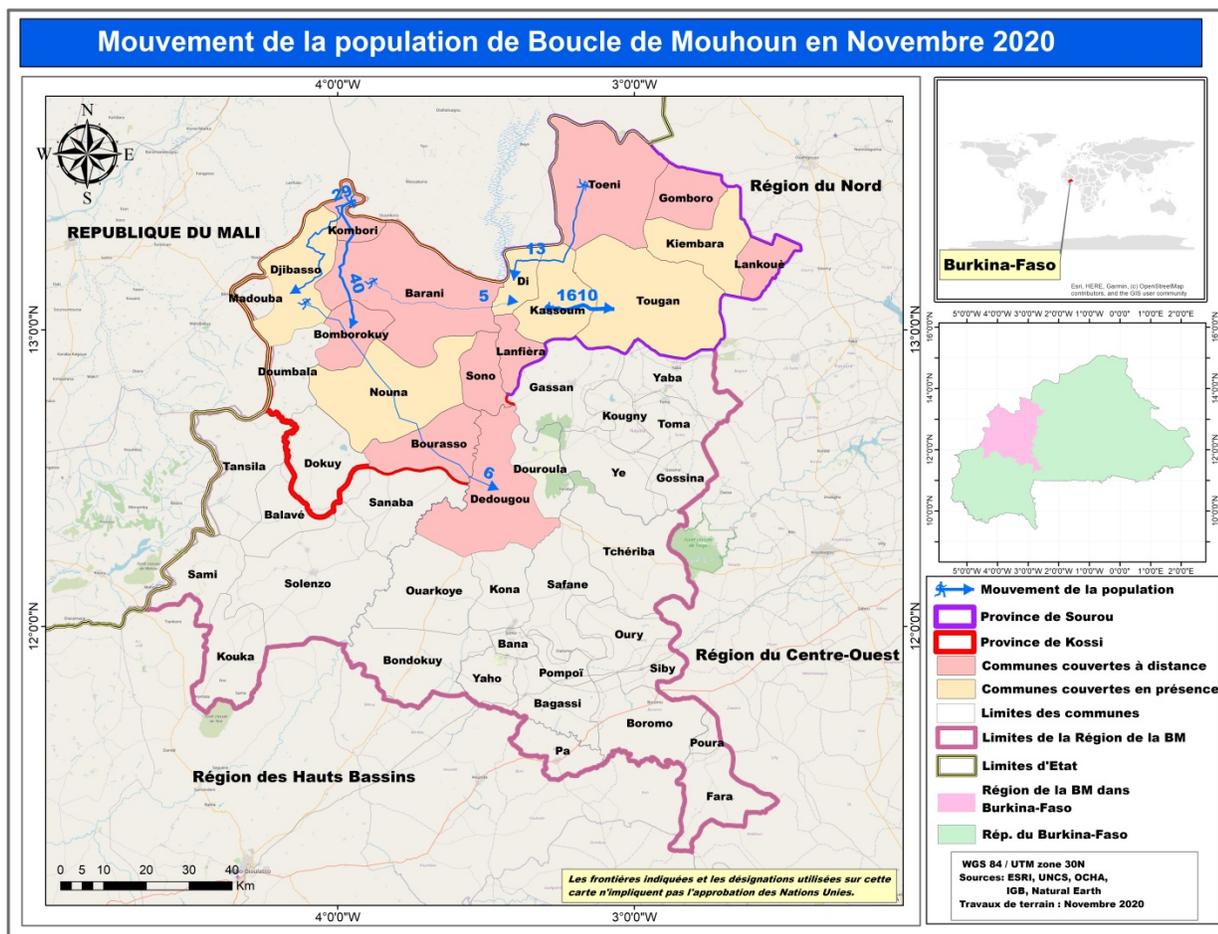
La Boucle du Mouhoun continue d'enregistrer des mouvements de populations dont les plus importants concernent les deux provinces d'intervention susmentionnées. Dans la Kossi, des déplacements se sont effectués vers les communes de Djibasso et de Bomborokuy à la suite de l'attaque du village de Gani, dans la commune de Kombori par des HANI. Dans la première localité, ce sont au total 29 nouvelles PDIs dont 3 ménages qui sont arrivées ; tandis que la commune de Bomborokuy a accueilli 6 ménages composés de 40 membres.

Au titre des mouvements secondaires, il faut signaler l'arrivée de 6 autres PDIs dans la commune de Dédougou en provenance de Djibasso. Également 2 familles de 17 membres originaires du Centre du

Mali, récemment arrivées dans cette localité sont retournées dans leurs localités pour les récoltes selon les informateurs-clé

Pour le Sourou, les localités qui ont accueilli de nouvelles PDI sont les communes de Di et Tougan. La fermeture des écoles sur l'axe Tougan – Kassoum liée à la dégradation du contexte sécuritaire a causé un déplacement d'environ de 1610 élèves dont 865 filles et 745 garçons vers la commune de Tougan.

Enfin, les mouvements effectués dans cette province ont également concerné la commune de Di qui a enregistré deux ménages déplacés. Le premier ménage venu de la commune de Toéni est composé de 6 hommes, 3 femmes et 4 filles tandis que le second originaire de Barani comprend 1 femme et 4 filles.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

Selon les dernières statistiques du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), la Boucle du Mouhoun enregistre **44.921** personnes déplacées internes dont **22.854** hommes et **22.067** femmes, à la date du 10 novembre 2020.

PROBLEMES DE PROTECTION

- Situation sécuritaire - incidents de protection dans les zones sous couverture

Le monitoring a permis d'identifier 5 incidents de protection qui sont survenus au cours de ce mois dans la Boucle du Mouhoun.

Atteinte à la sécurité et à l'intégrité physique : le lundi 02 novembre 2020, le chauffeur du Maire de la commune de Lanfiéra, en mission à Ouagadougou, a été enlevé par des HANI sur l'axe Tougan – Toma avant d'être relâché quelques heures plus tard. A sa libération, la victime ne présentait aucun signe d'agression physique.

Atteinte au droit d'accès aux services sociaux de base : le mardi 03 novembre 2020, 12 écoles primaires et le CEG de Bassan, situés sur l'axe Kassoum – Tougan ont été fermées après le départ du personnel enseignant. Ces fermetures d'écoles qui font suite aux menaces et intimidations contre les femmes vendeuses de bière locale du village de Soumara Bomba et à la présence des HANI dans les villages environnants ont touché environ 2000 élèves.

Intimidations et atteinte à la liberté de culte : le vendredi 06 novembre 2020, le village de Ouéllé, situé dans la commune de Kiembara, a reçu la visite d'un groupe d'individus armés qui a contraint les populations à une séance de prêche. Ces HANI les ont rassuré qu'ils ne recherchent que les FDS et toute personne qui collabore avec elles.

Atteinte à l'intégrité psychique et à la propriété : dans la nuit du 09 novembre 2020, des individus armés ont fait irruption dans le village de Gani, dans la commune de Kombori. Ils ont incendié des champs et pillé des vivres appartenant aux populations avant de les sommer de quitter le village. Cette situation qui n'a causé aucune perte en vie humaine a affecté environ 200 personnes.

Violence basée sur le genre : le jeudi 12 novembre 2020, une jeune fille a été victime de viol dans la commune de Nouna. L'auteur présumé serait un membre de son entourage. La survivante, référée à l'équipe d'INTEROS par les services de l'Action Humanitaire a bénéficié d'un appui psychosocial, d'une assistance en cash pour faire face aux soins de santé.

Bien que les patrouilles des FDS soient régulières sur les grands axes routiers, la Boucle du Mouhoun n'est pas entièrement couverte par les services de sécurité et de défense. Les communes de Tougan, Lanfiéra, Di, Kiembara et Toéni pour le Sourou et celles de Nouna, Djibasso et Barani dans la Kossi bénéficient d'une présence effective des FDS.

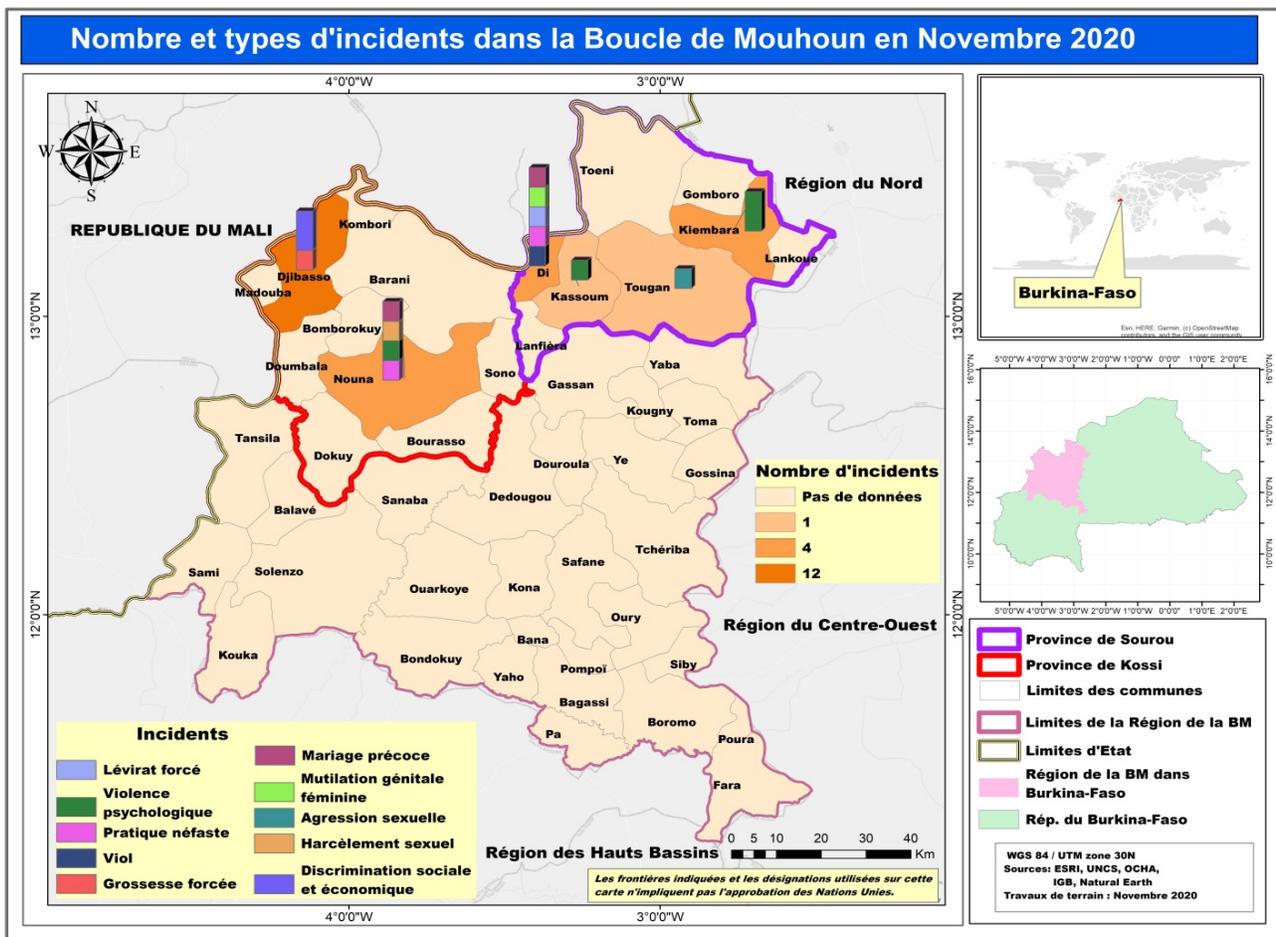
En ce qui concerne les groupes d'autodéfense, contrairement au Sourou ou aucune structure de ce genre n'a été signalée, il a été rapporté la présence des confréries de chasseurs traditionnels dozos dans les communes de Djibasso, Barani et Kombori. La zone d'action de ces chasseurs s'étend parfois aux localités de Bomborokuy et de Nouna.

- **SGBV**

Les activités de protection ont porté également sur l'identification et l'assistance aux survivant(e)s de VBG dont des cas sont récurrents au sein des populations-cibles. Au total, ce sont 48 survivantes qui ont été identifiées au cours de ce mois dans la Boucle du Mouhoun. Dans la commune de Tougan, il s'agit de trois cas de viols de femmes, de trois cas d'agressions sexuelles, d'une fille victime de mariage forcé, de cinq femmes victimes de dénis de ressources et de dix cas de violences physiques sur des femmes.

Quant à la Kossi, c'est la commune de Nouna qui a enregistré 26 femmes victimes de VBG dont quatre viols, un cas d'agression sexuelle, un mariage forcé, cinq cas de dénis de ressources et quinze victimes de violences physiques. L'accompagnement de INTERSOS au profit de ces survivantes a consisté en un appui psychosocial et en une assistance en cash dans le cadre de la facilitation de l'accès de ces survivantes aux services médicaux et sociaux. Parmi ces survivantes, 32 dont 19 pour le Sourou et 13 pour la Kossi ont également bénéficié de kits de dignité.

La problématique des VBG demeure une réalité dans les zones couvertes. Selon les données issues des focus groups réalisés au cours du mois, les typologies rencontrées se présentent comme suit (voir graphique ci-dessous):



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

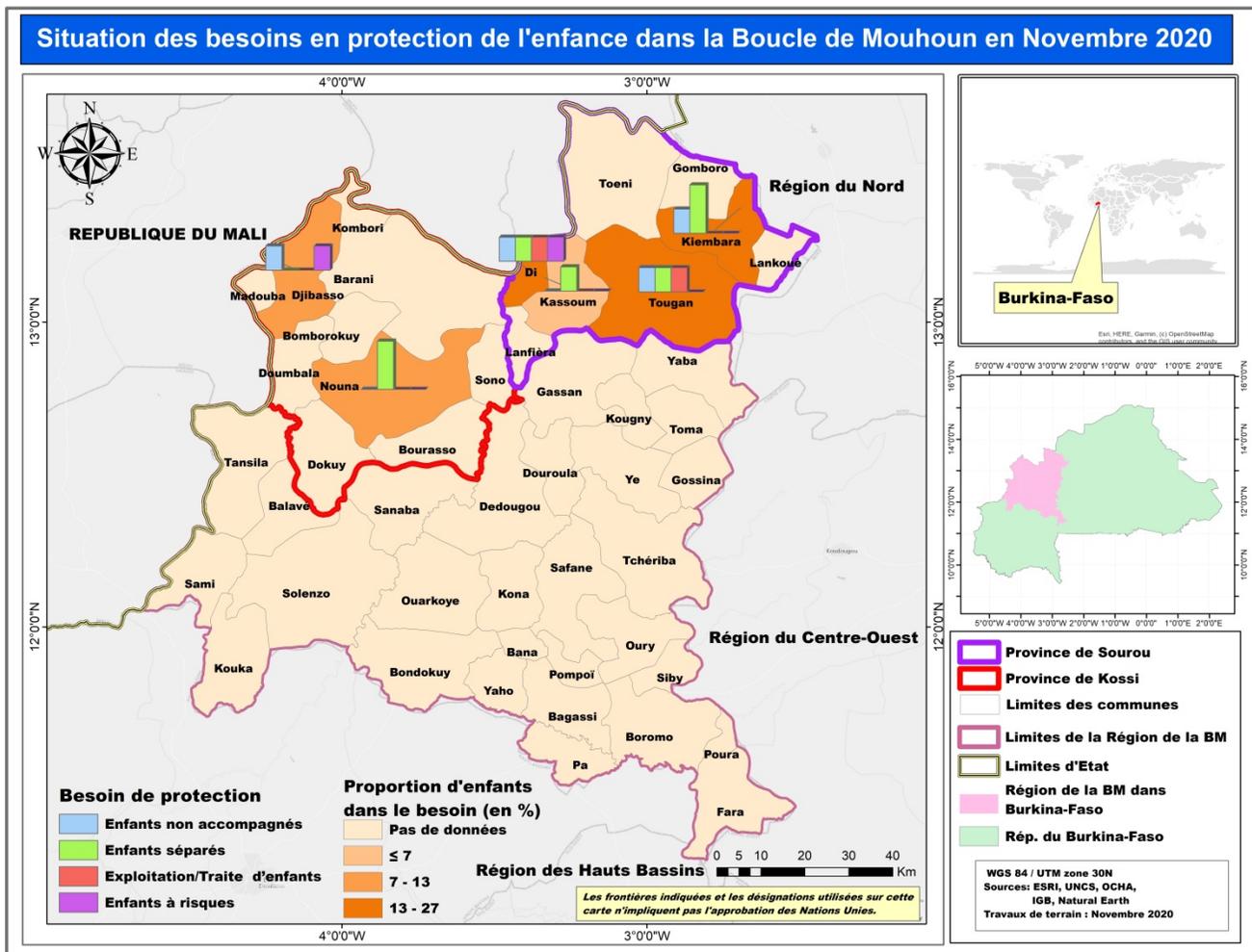
- **Protection de l'enfance**

Les problèmes de protection de l'enfance liés à la situation sécuritaire demeurent d'actualité dans la région. Les violations dont est victime cette catégorie de personnes concernent notamment les violences psychologiques et l'atteinte au droit à l'éducation. Dans la commune de Nouna, 6 cas comprenant 4 garçons et 2 filles dont 1 à la suite de l'assassinat de son père ont été identifiés. Toutes

ces victimes ont été orientées vers l'équipe des animateurs psychosociaux qui leur a fourni l'assistance psychosociale nécessaire.

Dans le Sourou, le principal incident enregistré a été la fermeture de 12 écoles primaires et du CEG de Bassan après le départ du personnel enseignant face à la récurrence des menaces dans les communes de Kassoum et de Lanfiéra. Cet incident survenu sur l'axe Kassoum – Tougan prive environ 2000 élèves du droit d'accès à l'éducation ; dont environ 1610 identifiés dans la commune de Tougan. Il s'agit de 865 filles et de 745 garçons. Tous ces élèves ont été orientés vers le projet Education de INTERSOS sur financement ECHO pour leur prise en charge dans l'urgence.

Au titre des vulnérabilités, il faut mentionner que parmi les 56 PBS assistées au cours de ce mois, se trouvent 5 enfants orphelins dont 3 garçons et 2 filles qui ont bénéficié d'un soutien financier pour couvrir leurs besoins alimentaires en attendant qu'une solution plus durable soit trouvée.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

De ce graphique, on constate que les participants aux focus groups ont informé de la présence d'enfants non accompagnés et d'enfants séparés dans les localités omme Tougan, Kiembara, Di, Djibasso et Nouna.

- **Problèmes spécifiques de protection et personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)**

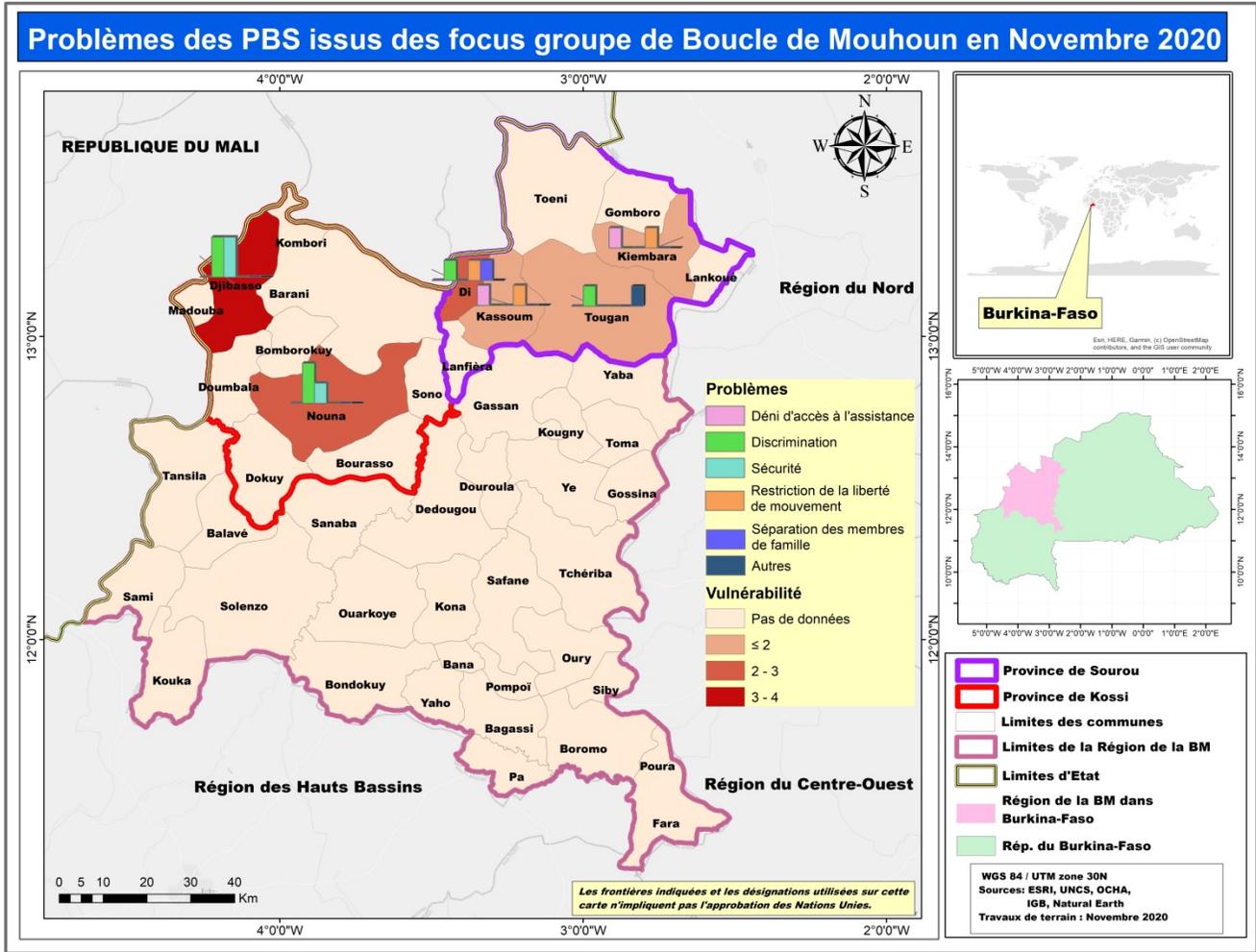
Des activités de monitoring réalisées au cours de ce mois, il ressort que certaines personnes présentent des problèmes spécifiques de protection notamment les femmes cheffes de ménages, d'enfants orphelins et/ou séparés, de personnes malades et personnes très âgées. La question de l'accès à la documentation civile et à l'éducation demeure une problématique qui touche particulièrement les enfants dans les zones d'insécurité.

Dans la commune de Kiembara, des PDIs originaires de la commune de Baraboulé ont été menacés d'expulsion pour non-paiement de loyers. Cette situation pousse certaines d'entre elles à vouloir retourner dans leurs localités d'origine situées dans la région du Sahel.

En raison de la fermeture des écoles liée à la dégradation du contexte sécuritaire, le droit à l'éducation est compromis pour beaucoup d'enfants et un grand nombre se retrouve dans une situation de déscolarisation.

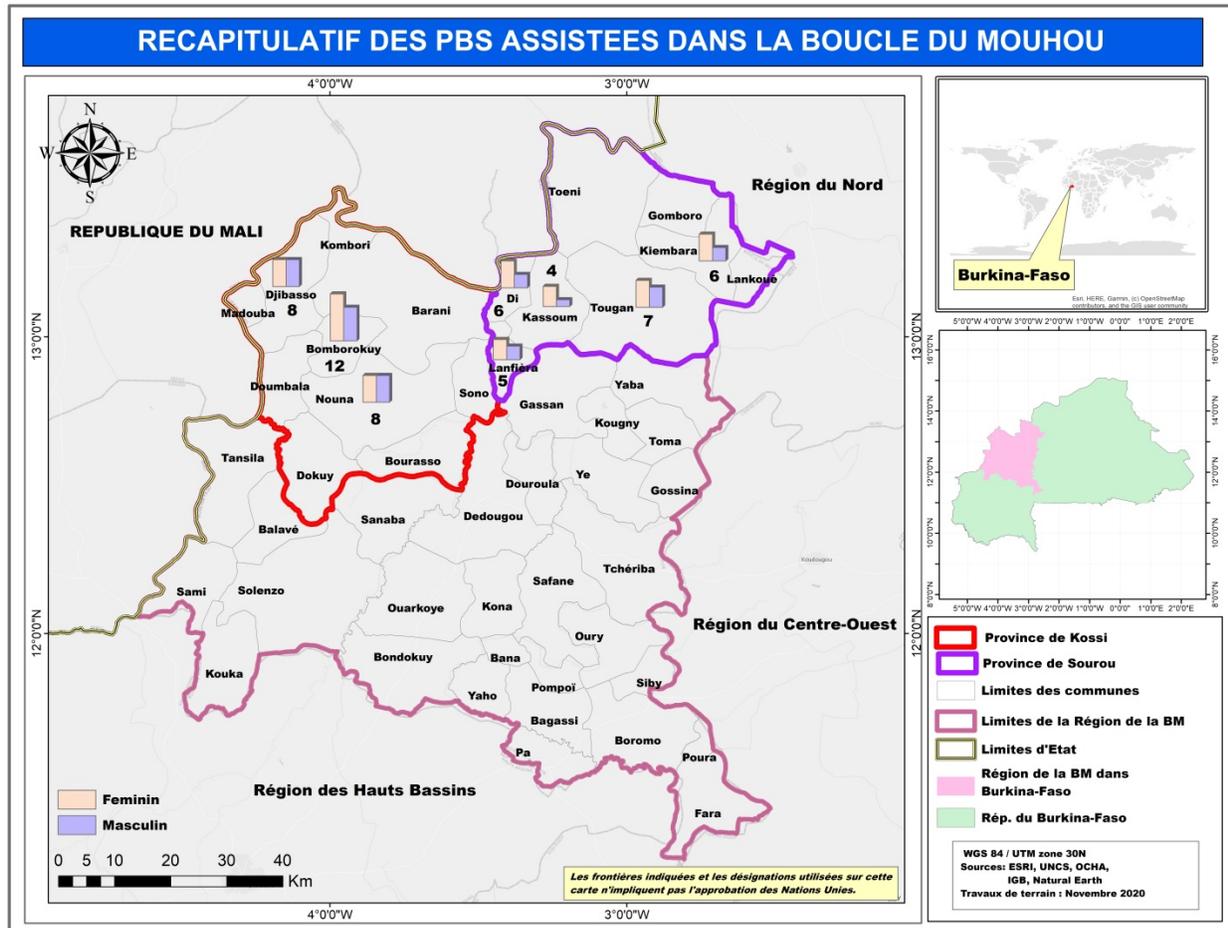
Le manque d'activités et de perspectives économiques expose les femmes aux risques de VBG. Cette situation constitue également l'une des causes du phénomène de migration des jeunes filles vers les grands centres urbains tels que Ouagadougou et de Bobo – Dioulasso.

Les catégories de PBS, notamment des personnes âgées, des femmes cheffes de ménage, des orphelins et enfants séparés, les personnes vivant avec un handicap, etc ; éprouvent d'énormes difficultés d'accès aux services sociaux de base.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

Dans le cadre des interventions en faveur de ces personnes vulnérables, 56 PBS ont bénéficié d'une assistance en cash pour couvrir des besoins divers.

TABLEAU RECAPITULATIF DES PBS ASSISTEES DANS LA BOUCLE DU MOUHOU


Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS, Boucle du Mouhoun

- Etat de droit**

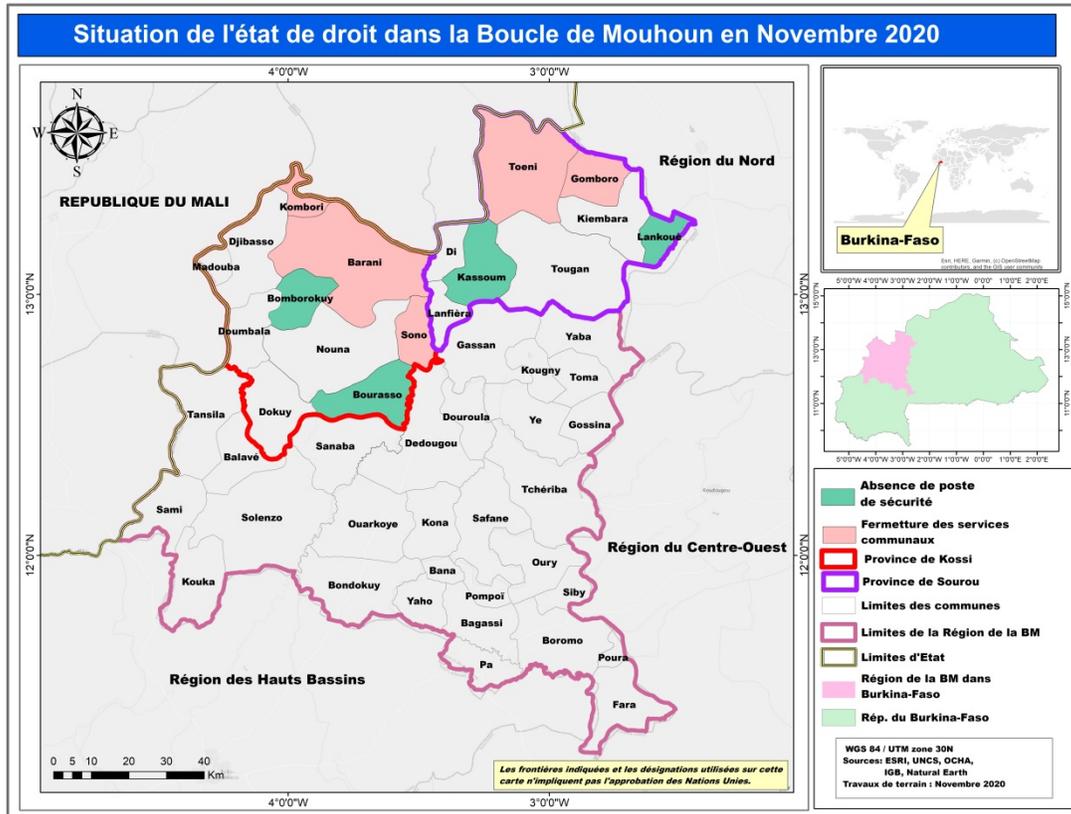
La crise sécuritaire qui prévaut dans la Boucle du Mouhoun a affecté le fonctionnement des services étatiques dans certaines localités des provinces du Sourou et de la Kossi.

Malgré les patrouilles des FDS, l'absence de postes de sécurité dans les localités de Kassoum, Lankoué, Bourasso et Bomborokuy contribue à accroître les incidents de protection contre les populations civiles.

Dans le cadre des élections législatives et présidentielle du 22 novembre dernier, les populations des communes de Barani et Kombori dans la Kossi n'ont pu prendre part au double scrutin présidentiel-législatif, en raison des risques sécuritaires élevés dans ces zones.

Les PDIs originaires des communes de Toéni, Gomboro, Komboro, Barani et Sono éprouvent de sérieuses difficultés d'accès à la documentation civile en raison de la fermeture des services

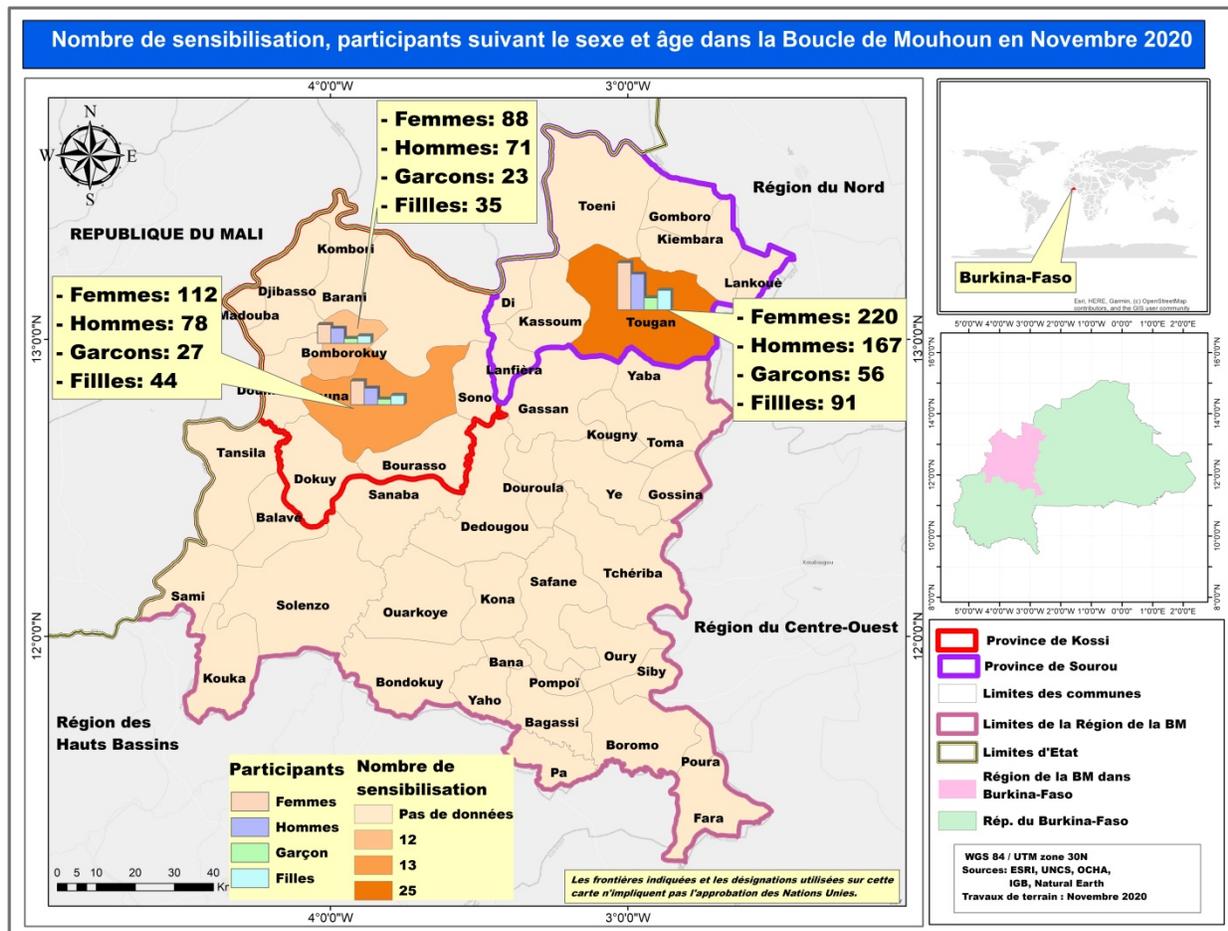
communaux dans ces localités. Le plaidoyer réalisé par les acteurs humanitaires dans le sens de la facilitation des procédures a abouti à la planification par le SP/CONASUR d'une opération de délivrance massive d'actes d'état civil dans les communes de Tougan et de Nouna.



Source : Monitoring Communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Boucle du Mouhoun

- **Protection basée sur la communauté - comites de protection**

Dans les deux provinces d'intervention, les séances de sensibilisations se sont poursuivies sur les thématiques de VBG et la COVID-19 au profit des populations-cibles. Ce sont au total 50 sensibilisations qui ont été réalisées avec l'appui des acteurs communautaires dans les localités de Nouna et de Bomborokuy, dans la Kossi et de Tougan et Daka dans le Sourou. Les participants à ces séances s'élèvent à 1012 personnes dont 420 femmes, 316 hommes, 170 filles et 106 garçons. Ci-dessous la carte sur les participants aux sensibilisations.



Source : INTERSOS-Boucle du Mouhoun, novembre 2020

- Situation de LTB dans la zone de déplacement et de retour**

Dans la Boucle du Mouhoun, les problèmes de LTB demeurent une préoccupation essentielle chez de nombreuses PDIs qui sont confrontées à certaines difficultés pour l'accès au logement et aux terres. Ces personnes se trouvent dans une situation très délicate, à savoir l'impossibilité de retourner dans leurs localités pour exploiter leurs champs et la difficulté d'accès aux terres dans les zones d'accueil. Dans les localités qui accueillent les PDIs notamment Tougan et Nouna, les déplacements massifs de populations ont contribué à accroître le coût d'accès au logement et aux terres.

Malgré les travaux de réalisation d'abris en cours, certains élèves PDIs en location dans la commune de Tougan courent le risque d'expulsion pour non-paiement de loyers. C'est aussi le cas de 3 ménages de PDIs du village de Ouélé dans la commune de Kiembara qui ont été menacés d'expulsion par le bailleur pour le même motif.

En ce qui concerne la commune de Tougan qui accueille un grand nombre de PDIs, il faut préciser que les contrats de bail ne sont pas formalisés et le coût du loyer va de **4500 F CFA** à **15000F CFA** en fonction de la taille du ménage.

- **Solutions durables**

Dans le cadre du monitoring communautaire, la question des solutions durables a été abordée. Ainsi, dans le Sourou, des départs de PDIs vers la province du Soum notamment la commune de Baraboulé ont été rapportés. Selon ces PDIs, des parents restés ou retournés au village les auraient informées de l'amélioration de la situation sécuritaire.

D'autres PDIs au nombre de 30, installées dans le village de Ouéllé ont également manifesté leur intention de regagner la même localité. Elles sollicitent l'accompagnement des acteurs humanitaires pour faciliter le retour dans leur localité d'origine dont le contexte sécuritaire serait favorable.

Sur la question de retour, de nombreuses PDIs ont affirmé vouloir retourner chez elles à certaines conditions. Elles n'ont pas manqué d'énumérer des obstacles qui ne leur permettent pas d'envisager cette éventualité pour l'instant. L'obstacle majeur demeure la persistance de l'insécurité dans les zones de départ ; d'où le retour à la normale comme l'un des préalables au retour.

- **Système de partage d'information et coordination**

De nombreux acteurs humanitaires interviennent dans la Boucle du Mouhoun dans le cadre de l'assistance aux personnes affectées par la crise humanitaire qui y prévaut. En vue d'assurer une meilleure coordination des différentes interventions au profit des bénéficiaires, il existe des cadres de concertation regroupant l'ensemble des acteurs de réponse. Malgré cette collaboration, il faut déplorer l'absence d'un mécanisme formel de référencement entre les différents partenaires.

Cependant, les efforts de coordination ont abouti à l'activation du domaine de responsabilité protection de l'enfance au cours d'une rencontre initiée par l'UNICEF en partenariat avec le Groupe de Travail sur la Protection de l'Enfant (GTPE). Ce cadre a également servi d'occasion pour les organisations concernées d'échanger sur la nécessité de définir des protocoles de référencements entre partenaires et de solliciter l'accompagnement de l'UNHCR pour l'activation du cluster protection dans la région.

Au cours de ce mois, deux missions de partenaires humanitaires se sont effectuées dans la Boucle du Mouhoun avec la collaboration de INTERSOS. Le lancement des activités entrant dans le cadre de la célébration des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre a eu lieu le 25 novembre 2020 à Tougan avec la participation d'une équipe de l'UNHCR /Bobo – Dioulasso.

Aussi, une mission de l'ONG Première Urgence Internationale dans la Boucle du Mouhoun a sollicité l'accompagnement de INTERSOS pour la réalisation d'une évaluation multisectorielle dans la région.

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et a quelle entité)

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Sécuritaire Alimentaire	Bomborokuy, Djibasso, Di	Assistance en vivres au profit des nouvelles PDIs arrivées à la suite de l'incident de Gani	Cluster Sécurité Alimentaire
2	Abris/AME	Bomborokuy, Djibasso, Di	Prise en compte de ces nouvelles PDIs dans l'assistance en abris/AME	Cluster Abris/AME
3	Education	Tougan	Accompagnement des élèves déplacés à la suite de la fermeture des écoles sur l'axe Kassoum-Tougan : <ul style="list-style-type: none"> - Accroître les capacités d'accueil des écoles - Fournir un appui en kits scolaires 	Cluster Education Autorités régionales
4	Protection	Kiembara	Analyse de la situation des PDIs Ouéllé au nombre de 30 qui ont manifesté l'intention de retourner dans leur localité d'origine dont la situation sécuritaire serait favorable selon elles. (communede Baraboulé dans la province du Soum)	Cluster Protection Autorités régionales
5	Coordination	Dédougou	Orientation et accompagnement des acteurs humanitaires de la Boucle du Mouhoun pour l'activation du cluster protection au niveau régional	Cluster Protection

ACTIONS REQUISES DU HCR

Domaines/Cluster	Actions	Observations
Abris	Accélérer la réalisation des abris déjà en cours et prendre en compte les nouvelles PDIs arrivées dans les communes de Bomborkuy, Djibasso et Di.	Avec l'arrivée de nouvelles PDIs, il faut augmenter le nombre d'abris et les disponibiliser pour améliorer leurs conditions de logement à l'approche de l'harmattan.
WASH	Augmenter le nombre de latrines et toilettes dans les communes de Bomborokuy, Djibasso et Di qui accueillent de nouvelles PDIs.	L'arrivée massive de PDIs dans ces localités accroît le besoin d'infrastructures dans ces localités

Logement terres et biens	<p>Accroître le nombre de bénéficiaires des abris.</p> <p>Faire un plaidoyer pour faciliter l'accès aux terres cultivables au profit des PDI dans les communes de Bomborokuy, Djibasso et Di.</p>	<p>De nombreuses PDIS éprouvent des difficultés d'accès au logement et biens dans précisément dans les communes de Tougan et Nouna. Pour les communes rurales, c'est le besoin en terres cultivables qui reste à couvrir</p>
---------------------------------	---	--

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Toeni, Lanfiera, Kassoum	Les HANI auraient été aperçus vers les axes reliant ces trois communes. Ils se seraient retranchés dans une forêt d'où ils sortent pour opérer des contrôles irréguliers sur le pont de Léri.	Eviter sinon réduire au maximum les déplacements sur les axes concernés, non bitumés qui présentent des risques d'attaques liés aux IED
EDUCATION	Tougan, Djibasso et Bomborokuy	Les fermetures d'écoles sur l'axe Kassoum- Tougan et l'incident survenu dans la commune de Barani ont provoqué un déplacement massif d'élèves vers les localités dont les écoles sont déjà en effectif pléthorique.	Accroître les capacités d'accueil des écoles et assister les élèves en kits scolaires
ABRIS ET VIVRES	Bomborokuy, Djibasso et Di	L'attaque du village de Gani a provoqué un déplacement massif de population vers Bomborokuy et Di. Des populations de Toéni continuent de se déplacer vers la commune de DI	Recenser les nouvelles PDI et les prendre en compte pour la réalisation des abris par Plan Burkina
COEXISTENCE PACIFIQUE	Kombori et Lankoué	<p>1. Signature d'une charte de promotion de la cohabitation pacifique entre les communautés Peulh et Dogon de la commune de Barani</p> <p>2. Stigmatisation des personnes déplacées originaires du Sahel par la communauté hôte à Lanfiéra</p>	<p>1. Accompagner ces communautés dans la dynamique par la mise en place de comité de prévention et de gestion de conflit</p> <p>2. Initier des sensibilisations dans la commune sur la coexistence pacifique entre les différentes</p>

			communautés
--	--	--	-------------

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations	Personnes directement affectées par l'incident
1.	Axe Tougan - Toma	Le lundi 02 novembre 2020, le chauffeur du Maire de la commune de Lanfiéra, en mission à Ouagadougou, a été enlevé par des HANI sur l'axe Tougan – Toma avant d'être relâché quelques heures plus tard. A sa libération, la victime ne présentait aucun signe d'agression physique.	Atteinte à la sécurité et à l'intégrité physique	01
2.	Axe Kassoum - Tougan	Le mardi 03 novembre 2020, 12 écoles primaires et le CEG de Bassan, situés sur l'axe Kassoum – Tougan ont été fermés après le départ du personnel enseignant. Ces fermetures d'écoles qui font suite aux menaces et intimidations contre les femmes vendeuses de bière locale du village de Soumara Bomba et à la présence des HANI dans les villages environnants ont touché environ 2000 élèves.	Atteinte au droit d'accès aux services sociaux de base	2000
2.	Kiembara	Le vendredi 06 novembre 2020, le village de Ouélé, situé dans la commune de Kiembara, a reçu la visite d'un groupe d'individus armés qui a contraint les populations à une séance de prêche. Ces HANI les ont rassurées qu'ils ne recherchent que les FDS et toute personne qui collabore avec elles.	Intimidations et atteinte à la liberté de culte	37
3.		Dans la nuit du 09 novembre 2020, des individus armés ont fait irruption dans le village de Gani, dans la commune de Kombori. Ils		

	Kombori	ont incendié des champs et pillé des vivres appartenant aux populations avant de les sommer de quitter le village. Cette situation qui n'a causé aucune perte en vie humaine a affecté environ 200 personnes.	Atteinte à l'intégrité psychique et à la propriété	200
5.	Nouna	Le jeudi 12 novembre 2020, une jeune fille a été victime de viol dans la commune de Nouna. L'auteur présumé serait un membre de son entourage. La survivante, référée à l'équipe d'INTERMOS par les services de l'Action Humanitaire a bénéficié d'un appui psychosocial, d'une assistance en cash pour faire face aux soins de santé	Violence basée sur le genre	01